

CURRICULUM VITAE

Xavier Lagarde

Agrégé des facultés de droit

Professeur à l'École de Droit de la Sorbonne (Université Paris 1 Panthéon Sorbonne)

Directeur du Département de recherche « Sorbonne – Justice et Procès (IRJS) »

Directeur du M2 Contentieux des affaires

Né le 10 août 1967, marié, 2 enfants

Fonctions Académiques

Depuis 2017 : *Professeur* à l'École de Droit de la Sorbonne (Université Paris 1 Panthéon Sorbonne),
Directeur du Master Contentieux des Affaires, Directeur du Département de recherche « *Sorbonne – Justice et Procès* »

2003-2016 : *Professeur* à l'Université de Paris Nanterre (anciennement dénommée Paris Ouest Nanterre La Défense), Directeur de L'Institut d'études judiciaires HENRI MOTULSKY

1998-2003 : *Membre de l'Institut Universitaire de France*

1997-2003 : *Professeur* à l'Université de Cergy-Pontoise

1993-1997 : *Maître de conférences* à l'Université de Cergy-Pontoise

Autres activités

Depuis 2010 : Médiateur de la Protection sociale (Médiateur agréé CECMC)

Depuis 2006 : Avocat au Barreau de Paris (depuis 2006)

Depuis 1993 : Consultant indépendant.

Titres

1997 : *Agrégation des facultés de droit, section droit privé et sciences criminelles* (major de promotion)

1992 : -*Docteur en droit*, mention très honorable avec félicitations du Jury, proposition pour un prix de thèse, proposition pour une subvention

Thèse soutenue sous la direction du Professeur Jacques Ghestin devant un jury composé de MM. les Professeurs Jacques Foyer, Gilles Goubeaux, Jacques Héron, Pierre Mayer et Bruno Oppetit.

Thèse publiée en avril 1994 avec le concours du Centre de droit des obligations de l'Université de Paris 1, sous l'intitulé *Réflexion critique sur le droit de la preuve*, thèse honorée du Prix Jean-Bertrand Nogaro.

- *Habilitation à diriger des recherches*

1989 : *D.E.A. de Droit privé*, Université Paris 1 – Panthéon-Sorbonne, sous la direction de M. le Professeur J. Ghestin.

1982-1988 : *Maitrise en droit privé*, Université Paris 2 – Panthéon Assas, Mention très bien, 1^{er} Prix de droit des affaires.

Responsabilités administratives et pédagogiques

A l'Université Paris 1, Panthéon Sorbonne

Directeur du Département de recherche « Sorbonne – Justice et Procès » (IRJS)

Directeur du M2 Contentieux des Affaires

Membre de la Commission pédagogique PARCOURSUP

A l'Université de Paris Nanterre :

2016 - 2017 : Directeur de l'Institut d'Etudes Judiciaires *Henri Motulsky*

2014-2017 : Président du Comité Consultatif de Discipline (ex Commission de spécialiste ayant pour fonction de présider aux recrutements et promotions des collègues) de la Section 01 (droit privé).

De 2013 à 2016 : Membre du Conseil Académique de l'Université

2008 - 2013 : Membre du Conseil de l'Ecole doctorale

2003 – 2017 : Membre du CEDCACE (cendre de recherche)

A l'Université de Cergy-Pontoise :

De 2000 à 2003 : Membre du Conseil de faculté.

De 2001 à 2003 : Président de la Commission de spécialistes de droit privé.

Autres : Membre des commissions de spécialistes de droit privé (01), d'histoire du droit, de philosophie, de l'Université de Cergy-Pontoise.

- Membre du Conseil scientifique (1995-96), du Conseil de département et de pôle avant les changements de statuts de l'Université

De 1997 à 2002 : Directeur du Centre de recherche en droit économique.

De 1993 à 1997 : Directeur des études de l'Institut d'Etudes Judiciaires

Liste classée des publications

I. Ouvrages

En collaboration

Droit processuel, en collaboration avec S. Guinchard et alii, 10^{ème} éd., (à paraître) Dalloz, 2019.

Procédure civile, 17^{ème} éd. en collaboration avec G. Couchez, Sirey 2014 (refonte complète en préparation).

Le travail, autrement, en collaboration, Institut PRESAJE, novembre 2003.

Coordination

coordination scientifique du dossier consacré aux personnes vulnérables dans le *Rapport annuel de la Cour de cassation 2009* (coordination des travaux et rédaction du rapport introductif).

Autres

Juste capitalisme, essai sur la volonté de croissance, Litec 2009.

L'endettement des particuliers, LGDJ 2003 (2^{ème} éd.).

Réflexion critique sur le droit de la preuve, collection " Bibliothèque de droit privé " L.G.D.J. 1994, préface J. Ghestin.

II. Articles et conférences

* Procédure et Modes Alternatifs de Règlement des Litiges

- *Le notaire et l'exécution forcée*, A paraître, JCP N 2019

- *La distinction entre forclusion et prescription à l'épreuve de la loi du 17 juin 2008*, parution au Dalloz, mars 2018.

- Coordination du colloque et du cahier spécial « *Réformer la Justice civile, Séminaire de droit processuel* », et rédaction des contributions « *L'esprit d'une réforme* », « *ce que 'mode alternatif' veut dire* », parution au JCP, éd. G, du 26 mars 2018.

- *Les modèles de l'alternativité*, in « *L'alternativité, mythe et réalité* », éditions Mare et Martin, septembre 2018.

- *Les rôles respectifs du juge et des parties dans l'administration de la preuve (procès civil)*, in « *L'office du juge, Etudes de droit comparé* », Bruylant, janvier 2018, pp. 251-262.

- *Les actions interrogatoires : entre contrat et procédure*, D. 2017, 715.

- *L'achèvement du procès, principale utilité de l'appel*, Gaz. Pal. 31 octobre 2016.

- *La résolution amiable des différends, un lien processuel dans l'instance*, in « *Du lien d'instance aux liens processuels* », L. Flise et E. Jeuland (Dir.), IRJS 2016.

- *Filtrage des pourvois en cassation : une mauvaise idée*, Décideurs 2015, n°177, p. 24.

- *Les aménagements conventionnels des règles de prescription*, in « *Réformes du droit civil et vie des affaires* », M. Bourassin et J. Revel (Dir.), Dalloz, coll. Thèmes et commentaires, 2014, p. 179.

- *Clauses compromissaires et instances multipartites*, Décideurs 2014, n°163, p. 20.

- *Pluralité de partie à un contrat versus pluralité de parties à un litige*, in « *La pluralité de parties* », L. Cadiet et D. Loriferne (Dir.), IRJS 2013, p. 65.

- *L'ombre de la CEDH plane sur les procédures d'arbitrage*, Décideurs 2012, n° 135, p. 88.

- Contribution intitulée *les incidences sur la relation client avocat*, in « *Le financement de contentieux par un tiers* », sous la dir. de C. Kessedjian, Ed. Panthéon-Assas 2012, p. 60.

- *L'expert dans les instances judiciaires et d'arbitrage*, Participation colloque France-Amériques du 29 mars 2011 sur « L'expert, acteur du règlement des conflits ».
- *D'une vérité l'autre. Brèves réflexions sur les différentes cultures de la preuve*, Gaz. Pal. 21-22 juillet 2010.
- *Nul ne peut se faire justice à soi-même, principe fondateur de la procédure civile*, in *Mélanges S. Guinchard*, Dalloz 2010.
- *Réforme de la prescription en matière civile : entre simplifications et incertitudes*, Gaz. Pal. 11 avril 2009.
- Commentaire sous Cass. civ. 1^{ère} 22 janvier 2009, JCP 2009, II, 10037.
- *Réformer l'injonction de payer, défense d'une proposition*, JCP 2008, I, 165.
- *Justice, éviter la tour d'ivoire*, Gaz. Pal. 11 mai 2006.
- Rapport de synthèse au colloque " *Les actions de groupe, implications processuelles et substantielles* ", Nanterre 22 juin 2006, Revue Lamy droit civil, décembre 2006.
- *Relire Motulsky ou l'Adieu à la Cause*, Contribution aux Mélanges pour le trentenaire du N.C.P.C., Economica 2006.
- *Finalités et principes du droit de la preuve : ce qui change*, JCP 2005, éd. G, I, 133.
- *Propos pragmatiques sur la dispersion du contentieux économique*, D. 2005, Chr. p. 82.
- Collaboration au *Dictionnaire de la justice*, L. Cadiet (Dir.), P.U.F. 2003, rédaction des thèmes *Endettement, Formalisme, Preuve, Vérité*.
- *Droit processuel et Modes alternatifs de règlement des litiges*, Rev. Arb. 2001, n° 3.
- *Office du juge et ordre public de protection*, JCP 2001, I, 312.
- *L'efficacité des clauses de conciliation et de médiation*, Rev. Arb., 2000, 377.
- *Transaction et ordre public*, D. 2000, Chr. 217.
- *"Vérité et légitimité dans le droit de la preuve"*, DROITS, avril 1996.
- Commentaire sous Cass. Ass. Plén. 3 juin 1994, J.C.P. 1994, éd. G., II, 22309.

Autres : *Chroniques de Procédure civile* à la Revue de jurisprudence commerciale (2010/2011) et *Chroniques " Contrats et procédure "* à la Revue des contrats (2003 à 2006).

* Droit civil

- *Questions autour de l'article 1171 du Code civil*, D. 2016, p. 2174.
- *Economie, indivisibilité et interdépendance des contrats*, JCP éd. G. 2013, p. 2176.
- *Réforme du droit des contrats, du mieux et du moins bien*, Décideurs, Guide 2014-2015, p. 164.
- *Retour sur les restitutions consécutives à l'annulation d'un contrat*, JCP 2012, 504.
- Commentaire sous Cass. civ. 3^{ème} 7 janvier 2009, *Bull. Joly sociétés*, mai 2009, p. 477.
- *Du bon usage de la terminologie contractuelle commune*, LPA, 29 juin 2009.
- *Observations sur le projet de la Chancellerie*, LPA, numéro spécial, 22 février 2009, n°31.
- *Le traitement du contrat par le juge du commerce*, RLDA 1^{er} mars 2008, p. 75.
- *De la période précontractuelle*, Revue Lamy Droit Civil, décembre 2008.
- *Le manquement contractuel assimilable à une faute délictuelle*, JCP 2008, I, 200.
- *L'objet et la cause du contrat, entre actualités et principes*, LPA, 6 avril 2007.
- *Sur l'utilité de la théorie de la cause*, Dalloz 2007, Chr. 740.
- *Le droit des marchés financiers présente-t-il un particularisme ?*, JCP éd. G, 2005, I, 182.
- *Brève réflexion sur l'attractivité économique du droit français des contrats*, D. Aff. 2005.
- Commentaire sous CJCE 21 novembre 2002, JCP 2003, I, 142.
- *Observations critiques sur la renaissance du formalisme*, JCP 1999, I, 170.
- *Réflexions sur le fondement de l'article 931 du Code civil*, RTDCiv. 1997, p. 25 et s.
- *Remarques sur l'actualité de la mise en demeure*, JCP éd. G 1996, I, 3974.
- Commentaire sous Cass. Civ. 1^{ère} 15 juillet 1993, JCP éd. G 1994, II, 22 352.

* Droit de la consommation

- *Rapport de synthèse Colloque Montpellier du 24 juin 2011, « Vers un nouveau droit de la consommation », RDBF 2011, n° 6, p. 69.*
- *Observations sur le volet consommation de la loi de modernisation économique, LPA 28 février 2009.*
- *Dossier (introd. et coord.) sur Le crédit responsable, RDBF septembre-octobre 2007.*
- *Dossier (introd. et coord.) sur La procédure de rétablissement personnel, RDBF novembre-décembre 2006.*
- *Qu'est-ce qu'une clause abusive ? Etude pratique, JCP 2006, I, 110.*
- *Crédit à la consommation : la distinction entre clause abusive et irrégularité formelle, D. Aff. 2005, 2222.*
- *Dossier (introd. et coord.) sur le crédit renouvelable, RDBF juillet-août 2005).*
- *Crédit à la consommation : Licéité de la clause de variation du taux de l'intérêt ? D. 2004, 2702.*
- *Dossier (introd. et coord.) sur droit commun et crédit aux particuliers, RDBF mai-juin 2004.*
- *Actualité du contentieux du crédit aux particuliers, LPA 16 octobre 2003.*
- *Commentaire sous Cass. Ass. Plén. du 6 juin 2003, Dalloz, 17 juillet 2003.*
- *Prévention du surendettement et dispositif de protection de l'emprunteur, intervention au colloque du 16 mai 2002, organisé par le CTCRC de Champagne-Ardenne sur le thème " La prévention du surendettement " (LPA 10 avril 2003, p. 14).*
- *Mouvement sur la forclusion, LPA, 2003, 8 janvier 2003.*
- *D'un surendettement l'autre, LPA, 2003, 17 décembre 2002.*
- *Prévenir le surendettement, JCP 2002, éd. G, I, 163.*
- *Le surendettement, droit procédural, interne et européen, intervention au colloque du 2 février 2002, organisé par le Centre de droit civil des affaires de l'Université de Paris - Nanterre sur le thème "Est-il légitime de traiter distinctement les particuliers surendettés et les entreprises en difficulté ? », Gaz. Pal. 26/02/2003.*
- *Forclusion biennale et crédit à la consommation, JCP, 2002, I, 106.*

Autres : Chroniques d'actualité sur *Le crédit aux particuliers*, RDBF 2009-2011.

* Droit social

- *L'entreprise des individus, in « L'entreprise en paradoxe », éditions Autrement 2011.*
- *Questions pratiques sur la mise en œuvre de la portabilité, JCP éd. S, 2009, 1400.*
- *Variations sur l'actualité jurisprudentielle des discriminations autres que syndicales, Semaine sociale Lamy, mai 2007.*
- *Le contrat de travail unique, plutôt une bonne idée, Revue de droit du travail, janvier 2007.*
- *Libres propos sur les évolutions du travail, Contribution aux Mélanges J. Beguin, 2005.*
- *Travail : ce qui doit changer, Sociétal 2004, n° 43, p. 16 et s.*
- *Prescription et régime d'indemnisation des maladies professionnelles, JCP, éd. G, septembre 2003.*
- *Aspects civilistes des relations individuelles de travail, RTDCiv. 2002, 435 et s.*
- *Mondialisation, restructuration et jurisprudence sociale, JCP 2001, I, 371.*
- *La mondialisation, le juge et l'entrepreneur, Revue Sociétal, 2001, n° 3, p. 25 et s.*
- *Les spécificités de la transaction consécutive à un licenciement, JCP 2001, I, 337.*

- *Prix et salaire*, Contribution aux *Mélanges J. Ghestin*, LGDJ 2000.
- *La nature juridique de la cause de licenciement*, JCP 2000, I, 254.
- *Réflexion de civiliste sur la motivation et autres aspects de la procédure de licenciement*, droit social, novembre 1998.

* Théorie générale

- *Les conséquences de la crise sur la conception de l'entreprise*, Revue de Jurisprudence commerciale 2010/3.
- *L'acte d'investissement*, in *Les concepts émergents en droit des affaires*, E. Le Dolley (Dir.) LGDJ 2010, Collection "Droit & Économie".
- Commentaire sous Cass. civ. 1^{ère} 11 juin 2009, 2 arrêts, JCP éd. G 2009, 237.
- *L'entrepreneur est-il vertueux ?*, in *La Vertu*, J. Foyer, C. Puigelier et F. Terré (Dir.), P.U.F. 2009.
- *Qu'est-ce qui est juste ? Propos de juriste*, Contribution aux *Mélanges G. Goubeaux*, Dalloz 2009.
- Contribution au Centenaire du JCP (années 1932-1938).
- Commentaire sous Cass. Ass. Plén. 21 décembre 2006, JCP, éd. G, 2007.
- *Le droit et la prise de risque*, in *Les actes de savoirs*, Revue de l'Institut universitaire de France, 2007/1.
- *Jurisprudence et insécurité juridique*, D. 2006, Chr. p. 678.
- *Pourquoi le droit est-il complexe ? Le Débat*, novembre 2003.
- *La procéduralisation du droit*, in « Les évolutions du droit (contractualisation et procéduralisation) », C. Pigache (Dir.), PURH 2004.
- *La sécurité juridique en questions*, Revue Sociétal, 2003, n° 2.
- *La preuve en droit*, in *Revue de l'Institut universitaire de France*, 2002, n° 5.
- *L'attractivité du système juridique français*, Revue Sociétal, 2002, n° 35.
- *La motivation des actes juridiques*, Travaux de l'association Henri Capitant, journées de Limoges, 1998, LGDJ 2000.